



Le Crépuscule *du matin* N°55

31 Octobre 2014 Prix : 50 francs

Organe de liaison du Parti Communiste du Bénin

Directeur de Publication : Philippe NOUDJENOUME -- Rédacteur en Chef : Jean Kokou ZOUNON

Editorial : Le pays dans le gouffre

Ce mois d'octobre 2014, le pays a été secoué par des actes indiquant la profondeur de l'abîme dans lequel le pouvoir de Boni Yayi l'a plongé : braquages à répétition à Cotonou avec morts de policiers, cambriolages de tribunaux, assassinats à Boukombé, soulèvements populaires à Péhunco et Boukombé. La mauvaise gouvernance, la misère entraînent des conflits sociaux, provoquent des soulèvements populaires. L'observateur attentif peut se rendre compte que dans leurs soulèvements, les populations ne se trompent pas de beaucoup dans les cibles : elles s'attaquent aux symboles et soutiens du pouvoir failli. Elles indiquent que trop, c'est trop, que l'impunité ne doit plus continuer d'avoir droit de cité dans notre pays.

Le présent numéro est consacré aux soulèvements à Péhunco et Boukombé. Les organisations de base du Parti ainsi que des Conseils dans la région ont suivi les événements et ont adopté et publié des positions que nous rapportons dans leur intégralité. Vu la profondeur de la crise actuelle, il est certain que le peuple tout entier réagira et tirera leçon de ces événements pour arriver à bout du système en faillite. L'exemple du peuple burkinabè, que la Convention Patriotique des Forces de Gauche, félicite en témoigne. **La Rédaction**

I- Soulèvement à Péhunco

MANIFESTATIONS POPULAIRES A PEHUNCO CONTRE LA MAUVAISE GOUVERNANCE DE LA CITE DES SINAGONROUGUI

Le week-end du 11 octobre 2014 a été très mouvementé dans la ville de Péhunco. Les populations accablées par les abus du pouvoir local entreprirent une série de manifestations pour se prendre en charge. Elles protestèrent farouchement contre la gouvernance chaotique du pouvoir de Yayi Boni incarné par ses représentants locaux. En effet, nul n'ignore la gestion solitaire de la cité des SINAGONROUGUI par sa majesté le roi actuel KORA ZAKI.

Des problèmes socio-économiques qui minent la ville de Péhunco ont toujours été posés par les populations en l'occurrence les pratiques de la sorcellerie, l'enrichissement illicite d'une frange des habitants dans la ville de Péhunco. La conséquence serait la fréquence des décès tous azimuts dans cette localité. Ce malaise social ne laisse indifférent aucun honnête citoyen du milieu. Des démarches en direction des autorités politiques et administratives (Préfet, Maire et Roi de Péhunco) furent balayées du revers de la main. Ainsi les populations envisagèrent des tentatives multiformes de résolution de leurs problèmes pour assainir leur milieu.

Toutes les voies de recours avaient été proposées y compris l'utilisation des services d'un marabout visionnaire. Evidemment ces initiatives furent méprisées par le Préfet de l'Atacora et de la Donga et surtout du roi SINAGONROUGUI, présumé garant légitime du culte, de la sagesse traditionnelle et sociale.

Méprisées par les autorités à divers niveaux, les populations recoururent aux services d'un visionnaire qui identifia les malfaiteurs de la ville qui avaient avoué leur forfait à travers les différentes éliminations physiques de certains habitants. Les décès en cascades dus au « choléra » furent interprétés dans ce sens. Exacerbées par ces différents épisodes, les populations s'attaquèrent aux malfaiteurs et "sorciers" identifiés par le visionnaire marabout.

La révolte populaire s'installe face à l'incapacité des autorités politico-administratives d'apporter des solutions idoines aux préoccupations soulevées par les populations. Le roi KORA ZAKI toujours sourd aux sollicitations de ses mandants sollicita le concours du Préfet qui déploya toute une horde de policiers, gendarmes et militaires armés jusqu'aux dents.

L'interpellation du marabout visionnaire par les forces de l'ordre envenima l'atmosphère. Les populations indignées s'opposèrent énergiquement à l'arrestation du marabout. Ainsi s'engagea un affrontement physique et armé entre les populations et les forces de l'ordre qui n'ont pas tardé à utiliser les armes de guerre. Bilan : environ 4

pertes en vies humaines et de nombreux blessés graves du côté des populations et trois du côté des forces de l'ordre grièvement blessés.

Furieux du comportement crapuleux de leur roi, les populations attaquèrent et dévastèrent le palais royal. Le roi lui-même échappa de justesse à la colère populaire grâce aux forces de l'ordre qui le déplacèrent urgemment sous une haute escorte militaire à la brigade territoriale de Djougou.

Depuis le week-end du 11 octobre 2014, la ville de Péhunco est hautement militarisée. Le roi a dû délaissier son royaume comme un exilé. C'est une première dans l'histoire des SINAGONROUGUI.

L'épisode vécu à Péhunco a mis à nu la mauvaise gouvernance de la refondation de l'autocrate Yayi Boni qui constitue une calamité pour les peuples du Bénin. La gouvernance locale et traditionnelle incarnée par le roi KORA ZAKI a lamentablement failli et son incapacité à trouver des solutions idoines aux sollicitations de ses mandants n'est plus à démontrer.

Populations de Péhunco, bravo ! Votre lutte est juste. Organisez-vous méthodiquement pour vous prendre en charge à travers l'installation de vos conseils de gestion dans votre cité.

Seule la lutte paie.

Vive les peuples des 2KP

Le Haut Conseil de la Cité Historique des 2KP

Le porte-parole

Vincent TOKO

II- Soulèvement à Boukombé

NON AUX CRIMES IMPUNIS

LES MASSES ONT RAISON DE SE RENDRE JUSTICE FACE AUX CRIMES CRAPULEUX IMPUNIS

ET REPETES

LES MASSES PRENNENT LEUR RESPONSABILITE ET DISENT "PLUS JAMAIS ÇA"

Le jeudi, 16 Octobre 2014 dans l'après midi, Boukombé a vécu les heures sombres de son histoire. Un jeune nommé IDOKOU N'tcha Mathias originaire de Boukombé et qui vient d'obtenir son Baccalauréat en 2014 pour poursuivre ses études, s'emploie comme zémidjan n°49-uzn à Natitingou avec le sobriquet de "l'International".

Alors ce jeudi, "l'International", puisqu'il s'agit de lui, a déposé un client qu'il a transporté à Boukombé et cherche un autre pour son retour à Natitingou. C'est dans ces courses qu'il a été intercepté au niveau de la barrière des forces de sécurité par deux policiers qui lui reprochaient de faire du surcharge, c'est-à-dire de prendre deux personnes à la fois. Naturellement le Zémidjan qui n'avait en ce moment aucune personne, a rejeté l'accusation. Sûr de lui-même, ce dernier a démarré sa moto pour partir quand, sans sommation, un des policiers l'a tiré de dos à bout portant. C'est dans ces conditions que Mathias "l'International" s'est écroulé avec sa moto. Une nuit noire tombait ainsi sur Boukombé.

A l'information, c'est la consternation, et la réaction de la population ne s'est pas fait attendre. Quand bien-même le corps a été dissimulé et emporté vers une destination inconnue, les jeunes et autres qui munis des machettes, qui de fouets sont allés à la poursuite du policier meurtrier. Ne l'ayant pas retrouvé, les maisons des policiers ont été la cible des manifestants. Ils ne se sont attaqués qu'aux effets de ces derniers qui ont eu la vie sauve grâce à la protection des gendarmes et des militaires qui sont allés en renfort.

Le Maire en a eu pour son compte quand il a voulu se rapprocher des manifestants. Il a dû pendre ses jambes au cou. Son portable arraché n'a été restitué que quand le calme apparent est intervenu avec le déguerpissement des policiers et la fermeture du commissariat. C'étaient le minimum qu'ont obtenu les manifestants après une journée entière de négociations à l'arrivée en catastrophe du ministre N'DAH Kouagou Eric, du Préfet N'DAH SEKOU Gervais et du commandement militaire du département.

Les populations de Boukombé ont déclaré les policiers persona non gratta et exigent la fermeture du commissariat créé à peine quelques mois en ce 2014 mais dont "les actes plus impopulaires créent de l'insécurité ; leurs réputations se trouvent dans des blessés ou tués. Pendant que leurs citoyens sont braqués sous leurs yeux ils sont

aptes dans les raquettes. Pour manque de carte d'identité, ils peuvent prendre 2000 francs à un individu qui vient du village et qui ignore même l'existence de l'acte de naissance à plus forte raison de carte d'identité..."

Bref, les représentants de YAYI Boni que ce soit le ministre N'DAH Kouagou Eric, le préfet N'DAH SEKOU Gervais, le Maire vomis ne pouvaient que céder devant les exigences des populations. Les forces de l'ordre ont compris que trop de pression ne les arrangent nullement quand leurs parents tombent sous le coup de forces de YAYI d'une part et des malfrats d'autre part. A qui le tour, on ne le sait. Seules les policiers se peinent à prendre la température de la situation.

L'ODB/PCB de Boukombé pense que cet acte est ignoble et que le criminel doit être puni à la mesure de son forfait. Et devant l'impunité des crimes, les masses doivent prendre leurs responsabilités.

L'ODB se félicite du fait que vous (les masses) comprenez que vous devez vous prendre en charge et demander maintenant même le départ de YAYI qui prépare le chaos (la destruction) de tout pour le pays, le Bénin. Pour le moment, Boukombé est sans commissariat, vous (les masses) devez mettre en place vos comités de luttes, vos comités de sécurité pour le contrôle de la gestion du bien public et pour votre défense et votre propre sécurité. La gouvernance de Yayi, N'Dah Kouagou .est une catastrophe, Prenez-vous en charge.

Le CO/ODB-PCB de BOUKOMBE

III- CONVENTION PATRIOTIQUE DES FORCES DE GAUCHE (CPFG)

Tél : 98 33 29 88/ 90 91 41 97

COMMUNIQUE

Soutien à l'insurrection du peuple burkinabè contre le régime de Blaise Compaoré.

Depuis quelques jours, le peuple burkinabè est dans les rues contre le projet de révision de la Constitution burkinabaise initié par le Président Blaise Compaoré pour se perpétuer au pouvoir.

Ce jeudi 30 octobre 2014, les événements se sont précipités. Les manifestations se sont amplifiées dans les rues de Ouagadougou et se sont transformées en insurrection. Selon les informations qui nous sont parvenues (BBC et les témoignages sur place), le Parlement réuni pour examiner le projet de révision a été assiégé et les députés dispersés. A l'heure où nous écrivons, le siège du Parlement lui-même serait incendié. La télévision a été assiégée et bloquée. Le siège du Parti de Blaise Compaoré a été saccagé. La mairie de Bobo-Dioulasso, la ville d'où le Président de l'Assemblée est originaire, a été saccagée et "libérée". Déjà sous la pression de la rue, Blaise Compaoré a retiré son projet de loi portant révision de la Constitution.

Les affrontements entre le peuple et les forces de l'ordre se sont poursuivis à maints endroits. Malgré des victimes (des morts), les manifestations se sont poursuivies. Le peuple insurgé s'est dirigé vers la Présidence de la République sous les mots d'ordre : *«le parlement libéré, la télévision libérée, allons libérer la présidence !»*.

La Convention Patriotique des Forces de Gauche salue le peuple burkinabè insurgé. Elle dit bravo et félicitation au peuple burkinabè pour sa détermination. Elle appelle tous les démocrates et le peuple du Bénin à soutenir le peuple frère dans son combat émancipateur pour se libérer de la dictature de Blaise Compaoré.

Cotonou, le 30 octobre 2014, 14 heures

Pour la Convention Patriotique des Forces de Gauche

Le Porte-Parole

Jean K. ZOUNON